

# En Algérie, le général Ahmed Gaïd Salah multiplie les poursuites contre les oligarques

## Issad Rebrab, patron du premier groupe privé du pays, a été arrêté lundi

ALGER - correspondance

Les poursuites contre de puissants chefs d'entreprise continuent en Algérie. Patron du groupe Cevital, la plus grande fortune privée d'Algérie, Issad Rebrab est en prison à Alger depuis le soir du lundi 22 avril. L'homme est accusé de « fausses déclarations relatives à des mouvements de capitaux de et vers l'étranger, de surfacturation d'équipements importés et d'importation de matériel usagé malgré l'octroi d'avantages bancaires, fiscaux et douaniers », selon l'agence officielle APS.

Les frères Kouninef – Karim, Noah et Réda –, dirigeants d'une entreprise dont le poids a considérablement augmenté sous l'ère Bouteflika, devraient connaître le même sort. Arrêtés lundi, eux aussi, par la gendarmerie, ils étaient toujours entendus dans la soirée de mardi par le procureur de la République pour « non-respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics, trafic d'influence avec des fonctionnaires publics pour l'obtention de privilèges et détournement de [biens] fonciers et de concessions ».

Début avril, c'est l'ancien chef du Forum des chefs d'entreprise (FCE, principale organisation patronale), Ali Haddad, propriétaire notamment de l'ETRH, le premier groupe de BTP d'Algérie et un proche de M. Bouteflika, qui

était interpellé à un poste-frontière avec la Tunisie en possession de devises non déclarées. D'autres hommes d'affaires, dont certains ont fait l'objet d'une interdiction de sortie du territoire national, sont dans le collimateur de la justice.

### « Règlements de comptes »

Cette opération « mains propres » a été voulue par le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée et dirigeant de fait du pays depuis la démission forcée d'Abdelaziz Bouteflika. Le 16 avril, le chef de l'armée algérienne avait appelé la justice à accélérer « la cadence du traitement » des enquêtes visant ceux qui ont « bénéficié indûment de crédits (...) causant un préjudice au Trésor public et dilapidant l'argent du peuple ». Une injonction qui a suscité des critiques, certains y voyant une volonté de faire diversion sur la question du changement politique en lançant des « règlements de comptes » claniques. L'insistance d'Ahmed Gaïd Salah à aller vers une élection présidentielle le 4 juillet rencontre en effet un fort rejet au sein du mouvement de contestation populaire.

La mise en détention d'Issad Rebrab a suscité une véritable bronca chez certains hommes politiques, notamment issus de Kabylie, région où il a effectué de nombreux investissements. Karim Tabbou, leader de l'Union démocratique et sociale (UDS), a estimé que « ce

sont des règlements de comptes (...). La justice doit obéir aux lois et non aux ordres ». Samir Bouakouir, ancien porte-parole du Front des forces socialistes (FFS), a souligné de son côté que Rebrab est « un justiciable comme les autres. S'il est coupable de faits délictueux, il en répondra devant une justice indépendante, celle d'un Etat de droit à construire et non devant une justice aux ordres, instrumentalisée par un Gaïd Salah loin d'être au-dessus de tout soupçon, pour régler ses comptes avec ses adversaires dont le supposé parrain de Rebrab, Mohamed Médiène, dit « Toufik » [ancien chef des services de renseignement] ».

Issad Rebrab aime à rappeler qu'il est le second contribuable du pays après le groupe pétrolier Sonatrach. Sa fortune est estimée par Forbes à 3,8 milliards de dollars (3,4 milliards d'euros), la sixième en Afrique. Il a pris son envol dans les années 1990, à une époque où le général Toufik, ennemi juré de Gaïd Salah, était l'homme fort du pays. Une période d'« accumulation primitive », où l'entregent politique a été décisif. Issad Rebrab a également été cité comme un des clients algériens du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca, à la suite des révélations des « Panama Papers ».

Son groupe, Cevital, qui emploierait 18 000 personnes, s'est développé dans l'agroalimentaire et la métallurgie. Il a surtout pris

une dimension internationale qui lui vaudra une grande confiance au sein d'un régime où la haute bureaucratie politico-militaire tient à garder les hommes d'affaires sous contrôle.

### Les « marchés pleuvent »

Le groupe Kouninef est, lui, dans le classique d'un capitalisme algérien fondé sur la commande publique. La fratrie gérait l'entreprise KouGC, fondée en 1971 par leur père, Ahmed, un ami personnel de Bouteflika, alors ministre des affaires étrangères. Le retour de Bouteflika aux affaires, en 1999, va doper les activités de l'entreprise. Les « marchés pleuvent » comme « un déluge dès la prise de fonctions du président Bouteflika », raconte le quotidien *El Watan*.

Enfin, dernier responsable visé : Abdelmoumen Ould Kaddour, PDG de l'entreprise nationale d'hydrocarbures, a été limogé, mardi, sans explication officielle. L'homme avait été placé à la tête de Sonatrach le 20 mars 2017, à la surprise générale, alors qu'il traînait un passé judiciaire censé être réhabilitaire, accusé de surfacturation et condamné pour divulgation d'informations secret-défense. La chute du clan Bouteflika laissait présager son départ. L'homme pourrait aussi devoir s'expliquer devant la justice pour des contrats accordés au groupe des Kouninef. ■

AMIR AKEF